

France - Québec : Partenariat dans le transport routier électrique

Le ministre de l'Économie Pierre Moscovici et la Première ministre du Québec Pauline Marois ont signé le 6 Décembre 2013 à Paris un accord de partenariat pour l'électrification des transports routiers, soutenant ainsi l'ambition de la France de développer un transport utilisant une énergie renouvelable et protectrice de l'environnement. Ce partenariat entre la France et le Québec permet de cumuler les moyens et peut être en même temps qu'en Europe de mettre un pied sur le marché américain dans ce secteur. Pour y parvenir, il faudra toutefois que cette synergie de moyens porte très haut le niveau de recherche et d'industrialisation pour se positionner en leader sur ce marché. Des initiatives ont déjà été mises en œuvre, en particuliers par SIEMENS. C'est dire l'importance d'une amorce rapide de cette coopération sur un marché stratégique.

Un groupe de travail franco-québécois a ainsi été créé pour cibler les projets de collaboration potentiels et partager l'information en matière de transport routier électrique. Celui-ci est notamment composé de parlementaires et de membres de la direction d'EDF et du groupe public Hydro-Québec.

"Il s'agit de jouer de nos complémentarités dans la mondialisation", a commenté M. Moscovici, qui anticipe "des retombées économiques positives pour nos entreprises", estimant que le marché français du transport routier électrique pourrait dépasser les 75.000 véhicules en 2015.

En outre, le partenariat pourrait déboucher sur des "investissements croisés".

"S'implanter au Québec, c'est s'implanter en Amérique", a poursuivi le ministre de l'Économie, ajoutant que le traité de libre-échange en vigueur entre le Canada et les États-Unis pouvait potentiellement ouvrir un vaste marché aux entreprises françaises du secteur.

"L'électrification des transports est l'une des pièces maîtresses de notre politique économique", a pour sa part rappelé Mme Marois, dont le gouvernement a annoncé le mois dernier un plan d'investissement dans ce secteur de plus de 500 millions de dollars (364,3 millions d'euros).

Près de la moitié des exportations françaises au Canada se font à destination du Québec. La France est le deuxième investisseur de cette province francophone où sont implantées de nombreuses firmes françaises.



Siemens veut créer des autoroutes électriques

Faire circuler des poids lourds sur le modèle des trolleys-bus. C'est l'idée explorée par Siemens qui avait déjà présenté, en 2012, un système d'autoroute électrifiée à l'occasion de l'Electric Vehicle Symposium de Los Angeles. Le concept ? Equiper les autoroutes de caténaires reliées au réseau électrique, auxquelles pourraient se raccrocher des camions hybrides dotés de pantographes. Les camions détecteraient automatiquement les lignes aériennes électrifiées via un logiciel intégré au tableau de bord qui permettrait de dérouler sans intervention humaine le pantographe et de rouler ainsi en toute autonomie. Le camion pourrait ainsi basculer du mode diesel au tout électrique et inversement dès sa sortie de l'autoroute. Selon Siemens, les poids lourds auraient toujours la possibilité de doubler d'autres véhicules plus lents, du fait de la relative souplesse du pantographe. De quoi faire baisser les factures de carburants pour les transporteurs et diminuer l'impact des émissions polluantes. Actuellement testé en Allemagne, la première cible est les Etats Unis. Le projet permet déjà de faire rouler des camions à 90 km/h. En effet c'est bien aux Etats-Unis que l'eHighway devrait trouver son terrain d'expérimentation privilégié car le transport de marchandises par camions devrait doubler d'ici 2050. Les deux projets pilotes devraient être déployés sur port de Los Angeles et à Long Beach en Californie, pour tester la viabilité et l'efficacité du système dans des environnements de fret maritimes.